

**TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT
D'UNE CONSULTANT/E NATIONAL/E POUR L'ELABORATION
D'UNE STRATEGIE DE COMMUNICATION DE LA MISE EN ŒUVRE
DE LA REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE (RSS) A MADAGASCAR**

(Award ID 00097148)

Résultat CPD	Référence PTA	Indicateur
Résultat 1 : Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux différents chocs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population. Résultat 2 : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.	Produit 1.1 : Le processus de réforme du secteur de la sécurité dans sa globalité est soutenu techniquement et politiquement, ses enjeux sont compris par les acteurs politiques informés Activité 1.1.2 Plaidoyer pour une appropriation efficace de la RSS par les gouvernants - Stratégie de communication sur la mise en œuvre de la RSS	INDICATEUR 1. Nombre d'initiatives multi-acteurs pour la RSS organisées ou facilitées par l'organe de coordination de la RSS Niveau de référence (2016): à préciser Cible 2017 : A définir pour 2017 et 2018

Type de contrat : Contrat Individuel

Langues exigées : Français

Durée: 25 jours

Lieu de travail : Antananarivo avec des missions en région

Date limite : 21 avril 2017

Veuillez noter que le PNUD n'acceptera aucun dossier incomplet - Assurez-vous que votre demande contienne tous les éléments indiqués ci-dessous.

NB: Les candidatures féminines sont vivement souhaitées.



1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

A la demande du Gouvernement Malagasy, une mission conjointe d'évaluation des besoins en Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) à Madagascar a été réalisée en octobre 2014 par l'Union Africaine, les Nations Unies, l'Union Européenne, la Communauté de Développement d'Afrique australe (SADC), l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et le Réseau Africain du Secteur de la Sécurité (ASSN).

Sur la base des recommandations du rapport de cette mission d'évaluation, le processus de la RSS a été initié par la création d'un Comité Technique d'Organisation du séminaire national sur la RSS (CTO-RSS). Des consultations régionales ont été menées par ce Comité pour identifier et analyser les besoins des populations. Un séminaire national sur la RSS a été organisé en octobre 2015, produisant la Lettre de Politique Générale de la RSS (LPG-RSS) qui, par la suite, a été entérinée par le Président de la République en Conseil des Ministres du 27 janvier 2016.

La LPG-RSS identifie la vision, les menaces et risques pour l'Etat malagasy et son peuple pour chaque pilier érigé, à savoir (1) l'Armée (Terre-Air-Mer) ; (2) la Police Nationale ; (3) la Gendarmerie Nationale ; (4) les Services de Renseignements ; (5) la Justice ; (6) l'Administration du Territoire, incluant les Douanes, les gardes forestiers et les autres forces paramilitaires ; (7) le Parlement ; et (8) les Acteurs Non-Etatiques.

Le défi commun actuel est de mettre en œuvre les dispositions de la LPG-RSS et de mener le processus malagasy à terme afin de rendre les institutions et les groupes engagés dans le secteur de la sécurité plus efficaces, plus efficaces et répondant au contrôle démocratique avec une attention particulière aux besoins de sécurité et de justice de la population.

Dans ce cadre, Madagascar a obtenu un financement du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) dans lequel s'inscrit le projet Appui à la RSS à Madagascar (ARSSAM) pour une durée de 2 ans (septembre 2016 à décembre 2018) élaboré conjointement par le PNUD, l'OIM, l'UNICEF, l'OHCHR, et l'UNFPA . Ce projet, élaboré de façon participative avec les autorités nationales, a pour objectif d'appuyer le processus RSS à Madagascar, notamment l'élaboration d'une vision nationale de sécurité, le renforcement des compétences et capacités des forces de défense et de sécurité (FDS), la consolidation des mécanismes de contrôle et la promotion de la confiance entre FDS et la population.

L'appropriation de la RSS par toutes les parties prenantes (les institutions et les groupes engagés dans le secteur de la sécurité eux-mêmes, les populations et leurs représentants, les leaders d'opinion et la société civile, les partenaires de développement de Madagascar...) demeure une condition sine qua non pour renforcer la légitimité et la pérennité du processus. Conformément au Cadre d'Orientation sur la RSS de l'Union Africaine, et aux besoins et recommandations identifiés, le projet ARSSAM accompagne la sensibilisation des parties prenantes sur les bénéfices de la RSS ainsi que le rôle que chaque acteur devrait et/ou pourrait jouer pour soutenir le processus et assurer sa mise en œuvre.

Dans cette intention, le projet recrute un/e consultant/e national/e pour élaborer une stratégie de communication de la RSS à Madagascar.

2. OBJECTIF GLOBAL

Contribuer au renforcement de la légitimité et la durabilité du processus de RSS à Madagascar.

3. OBJECTIFS SPECIFIQUES

Elaborer une stratégie de communication de la mise en œuvre de la RSS à Madagascar pour sensibiliser les parties prenantes sur les bénéfices de la RSS ainsi que le rôle que chaque acteur devrait et/ou pourrait jouer pour soutenir le processus, et permettre une communication régulière sur les activités de la RSS, sur ses défis et opportunités.

4. RESULTATS ATTENDUS

Une stratégie de communication accompagnant la mise en œuvre de la RSS (2017-2021) à Madagascar, incluant un plan de communication pour 2017-2018, est élaborée et validée.

5. METHODOLOGIE

La phase de démarrage sera marquée par une rencontre de cadrage afin d'avoir une vision harmonisée sur les objectifs et les résultats attendus de la mission. A cette occasion, la démarche méthodologique sera discutée et peaufinée avec le PNUD et la partie nationale.

Sous la supervision du Conseiller en Gouvernance et de la Chargée de la RSS du PNUD, et en étroite collaboration avec le CTO-RSS, la stratégie de communication sera élaborée par le/la consultant/e de manière transparente, consultative et participative. En particulier, elle sera basée sur :

1. La compilation et l'examen des documents stratégiques et rapports relatifs à la RSS à Madagascar afin de s'imprégner des informations disponibles et bien comprendre le contexte spécifique de la mission ;
2. Les rencontres et les entretiens avec les acteurs concernés (autorités nationales, FDS, société civile, médias), les partenaires techniques et financiers, et les personnes ressources ;
3. L'évaluation des moyens de communication et médias disponibles à Madagascar ;
4. Les techniques participatives ou toute autre méthode de collecte de l'information pertinente ;
5. L'exploitation et l'analyse des informations collectées en vue de la production de la stratégie ;
6. Les ateliers de sensibilisation et de validation de la stratégie.

Le/la consultant(e) privilégiera dans sa démarche l'approche de Communication pour le Développement priorisant les changements comportementaux des cibles de la communication, la promotion des messages valorisant le processus RSS ; les activités visant à soutenir et renforcer un environnement médiatique et de communication favorable en faveur du processus RSS et considèrera l'ensemble de la durée de mise en œuvre du processus RSS à Madagascar dans l'identification des axes stratégiques de la communication y afférents. Il/elle exploitera les opportunités offertes par le marketing intégré dans la communication pour contribuer à l'appropriation de la RSS par toutes les parties prenantes en tenant compte que la combinaison intelligente des relations publiques, avec la mobilisation d'une communauté, la publicité, la communication interpersonnelle, les médias traditionnels et l'éducation du public influence aussi bien les comportements individuels que l'environnement social et politique.

Le/la prestataire mènera les travaux en étroite collaboration avec principalement : le CTO-RSS (ou son successeur) ; le sous-comité technique pour l'élaboration de la stratégie de communication pour le développement (C4D) de la RSS ; les cadres de l'Armée, de la Gendarmerie et de la Police Nationale ; les représentants du Parlement, de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme, de l'Agence Portuaire Maritime et Fluviale, du Service des Douanes du Ministère des Finances et du Budget ; les techniciens du PNUD ainsi que toute autre personne ressource.

Les techniciens des sections Gouvernance et de l'unité Communication du PNUD assureront le contrôle-qualité sur tous les produits de la mission, en consultation avec le CTO-RSS (ou son successeur).

Un atelier de validation de la stratégie de communication avec les représentants des parties prenantes sera organisé avant la fin de la mission. Le/la consultant/e assurera la facilitation de cet atelier et assurera de l'intégration des recommandations validées dans le document final de stratégie et de plan de communication de la RSS.



6. LIVRABLES

Le document de stratégie de communication accompagnant la mise en œuvre de la RSS 2017-2021 à Madagascar comprendra :

- Un diagnostic de terrain comprenant les risques, les défis et les opportunités identifiées (analyse de la situation) en matière de communication et de sensibilisation sur le processus RSS à Madagascar qui permettra de définir les axes stratégiques de la communication et les objectifs de communication spécifiques pertinents
- La segmentation des cibles et des messages à transmettre par cible selon les étapes clés du processus RSS)
- Les actions de communication intégrées appropriées selon les axes stratégiques de communication (identification des approches et outils appropriés pour faciliter le changement de comportement du public cible) ;
- Le cadre de suivi du progrès et d'évaluation de l'impact (définition des indicateurs et des méthodologies de collecte et/ou source de vérification)
- Plan de communication pour la mise en œuvre de la stratégie pour 2017-2018.

Note : Les livrables sont à rédiger en français.

7. CRITERES DE QUALITE DES LIVRABLES PAR ETAPE DE LA MISSION

LIVRABLES	CRITERES DE QUALITE	MOYENS DE VERIFICATION
Diagnostic de terrain	- Qualité du document (contenu, structure, langage, format) ; - Pertinence, transparence et effectivité des méthodes proposées ; - Qualité de l'analyse et des arguments : prise en compte de l'approche C4D dans l'analyse de situation (HIC-DARM, MS.CREFS,) ; - Attention particulière donnée à l'inclusion des groupes vulnérables	Analyse du document fourni
Stratégie de communication provisoire	- Qualité de la stratégie et praticité de l'exploitation du document : clarté de présentation des éléments de stratégie de communication (contenu, structure, langage, format) ; - Qualité de l'analyse et prise en compte de l'intégralité des conclusions et recommandations des documents clés et des éléments issus du diagnostic de communication de la RSS effectué ; - Représentativité, participation et inclusion de la population et des autorités nationales dans les consultations et ateliers avec une attention particulière donnée à l'inclusion de groupes vulnérables ; - Pertinence des propositions d'activités en considération des contextes de mise en œuvre	Analyse de la stratégie de communication fournie Atelier de validation
Version finale de la stratégie de communication	- Qualité de la stratégie et praticité de l'exploitation du document (contenu, structure, langage, format) ; - Inclusion et prise en compte des commentaires et recommandations de l'atelier de validation	Analyse de la stratégie de communication fournie

Plan de communication pour la mise en œuvre de la stratégie	- Qualité du plan (contenu, structure, langage, format) ; - Pertinence, transparence et effectivité des méthodes et moyens proposés ; - Inclusion et prise en compte de toutes les informations, conclusions et recommandations de la stratégie finale ; - Prise en compte des aspects de genre ; - Qualité des propositions, des conclusions et des recommandations	Analyse du plan de communication fourni
---	--	---

8. CHRONOGRAMME

Livrables	Durée estimée de complétion	Révision et validation
Diagnostic de terrain	10 jours	Chargée du Volet RSS et Conseiller en Gouvernance, PNUD Madagascar
Stratégie de communication et plan de communication provisoires	10 jours	Chargée du Volet RSS et Conseiller en Gouvernance, PNUD Madagascar
Version finale de la stratégie de communication et du plan de communication	5 jours	Chargée du Volet RSS et Conseiller en Gouvernance, PNUD Madagascar

9. REMUNERATION

Le/la consultant/e sera rémunéré/e par le PNUD en 3 versements de la manière qui suit :

1. 30% à la validation du diagnostic de terrain ;
2. 30% à la remise de la stratégie provisoire ;
3. 40% à l'approbation de la stratégie finale et du plan de communication.

Prise en charge des dépenses et remboursements

Le/la consultant/e sera responsable de toutes les dépenses administratives personnelles associées à la prise de poste y compris le matériel de bureau, ordinateur, impressions, location, déplacements à Antananarivo, communications téléphoniques et électroniques ainsi que les copies des rapports concernant la mission.

Les dépenses liées aux éventuelles missions en province et aux ateliers de sensibilisation et de validation seront prises en charge par le PNUD.

Assignment et plan de travail

La durée totale de la mission sera de 25 jours ouvrés.

Le/la consultant/e aura pour référents la Chargée du Volet RSS et le Conseiller en Gouvernance du PNUD à Madagascar et travaillera en étroite collaboration avec le comité technique pour l'élaboration de la stratégie de communication et avec le CTO-RSS.

10. COMPETENCES ET QUALIFICATIONS

Le/la consultant/e devra :

- Avoir Bac +4 en communication, sciences politiques, sciences sociales ou domaine équivalent ;
- Avoir au moins cinq (5) ans d'expériences professionnelles dans le domaine de communication institutionnelle et/ou pour le développement ;
- Avoir conduit plusieurs missions similaires de développement de stratégies de communication de préférence dans des pays fragiles ou en voie de développement ;
- Avoir expérience et/ou connaissance en matière de travail avec les institutions publiques ;
- Maîtriser parfaitement la langue française.

Constitueront un atout pour le candidat

- La possession de connaissances probantes dans le domaine de la sécurité et de la gouvernance
- La capacité et les expériences dans la conception et mise en œuvre de stratégies de communication dans le secteur de sécurité notamment dans le cadre de processus RSS

Compétence et aptitudes :

- Excellentes capacités de communication et rédactionnelles ;
- Construire de solides relations avec les clients en mettant l'accent sur l'impact et le résultat pour le client et répond positivement aux commentaires.
- Véritable esprit d'équipe et capacité à maintenir de bonnes relations ;
- Bonnes aptitudes interpersonnelles et de travail en équipe ;
- Capacité à travailler sous pression et lors de situations stressantes ;
- Bonne maîtrise des outils informatiques

11. PROCEDURES D'APPLICATION

Les candidats qualifiés sont invités à postuler en ligne, au plus tard le 21 avril 2017.

La candidature doit contenir :

Une proposition technique

- o Note explicative sur la compréhension des TdR et les raisons de la candidature.
- o Lettre de motivation expliquant pourquoi vous êtes le/la candidat/e le/la plus adapté/e ;
- o Présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée ;
- o CV comprenant l'expérience acquise dans des projets similaires et au moins trois (3) références et leurs contacts ;
- o Formulaire P11 dûment rempli et signé (peut être téléchargé à partir de http://europeandcis.undp.org/files/hrforms/P11_modified_for_SCs_and_ICs.doc).

Une proposition financière

- o La proposition financière doit spécifier un montant total forfaitaire pour les tâches spécifiées dans cette annonce.



- La proposition financière doit inclure une ventilation de ce montant forfaitaire (nombre de jours ouvrables prévus - dans le bureau à domicile et sur la mission et tous les autres frais éventuels) et doit être libellée en USD

Tous les frais liés à cette mission y compris, entre autres, ordinateur, l'éventuelle sous-traitance d'experts, traduction de documents, fournitures de bureau, déplacements à Antananarivo et d'autres coûts envisagés sont couverts par le/la consultant/e. Ainsi, le budget proposé devrait inclure toutes les dépenses nécessaires pour atteindre les objectifs d'affectation.

12. EVALUATION DES CANDIDATS

Méthode de sélection : Examen des dossiers suivi d'un entretien de validation.

Une analyse cumulative sera appliquée pour l'examen des candidatures. Dans le cadre du schéma d'analyse cumulative, un score total est obtenu sur la combinaison de techniques pondérée (70) et les attributs financiers (30).

Lorsque cette méthode de notation pondérée est utilisée, l'attribution du contrat doit être faite au consultant individuel dont l'offre a été évaluée et déterminée comme :

- a) réactive / conforme / acceptable, et
- b) ayant reçu le score le plus élevé à partir d'un ensemble prédéterminé de critères techniques et financiers pondérés spécifiques à la sollicitation.

* Echelle critères techniques : 70

* Echelle critères financiers : 30

Critères d'évaluation

Objet	Note/70
Maitrise de la langue française	Critère exclusif
Au moins cinq (5) ans d'expériences professionnelles dans le domaine de communication institutionnelle et/ou pour le développement	15 points
Expérience avérée et capacité dans la conception et mise en œuvre de stratégies de communication	10 points
Expérience et/ou connaissance en matière de travail avec les institutions publiques	5 points
La compréhension de la mission et cohérence de la proposition avec les TdR	10 points
La clarté et la logique de la présentation de la méthodologie à utiliser pour obtenir les livrables	30 points

Note totale pour l'évaluation technique - max. 70 points.

Seuls les candidats ayant obtenu un minimum de 70% des points (i.e. 49 points) en cours d'évaluation technique seront retenus pour l'évaluation financière.

A) Financière

Le nombre maximum de 30 points sera attribué à la proposition financière la plus basse. Toutes les autres propositions de prix seront évaluées et attribuées comme il suit :

30 points [points max disponibles pour une partie financière] x [le plus bas de tous les prix proposés parmi les offres sensibles] / [des prix] évalué

La proposition obtenant le score global le plus élevé après l'addition du score de la proposition technique et de la proposition




financière (A + B) sera considérée comme l'offre la plus performante et obtiendra le contrat.

Veillez noter que la proposition financière est à considérer dans son intégralité et doit tenir compte des frais divers engagés par le/le consultant/e pendant la durée totale du contrat (par exemple, les frais, l'assurance maladie, vaccination, frais de bureau et toutes les autres dépenses pertinentes liées à la performance des services...). Tous les frais de voyage envisagés doivent être inclus dans la proposition financière.

Toute dépense non prévue par les TDR ou explicitement inscrite à l'offre financière telle qu'acceptée par le PNUD, quelle qu'en soit la nature, doit être convenue entre le Bureau du PNUD et le consultant individuel à l'avance, sous peine de ne pas être remboursée.

Les paiements ne seront effectués qu'après la confirmation d'une évaluation satisfaisante du PNUD des prestations et des obligations réalisées par le prestataire.

Les consultants individuels sont responsables des **vaccinations** / inoculations lors des voyages dans certains pays tels que désignés par le directeur médical de l'ONU. Les consultants sont également tenus de se conformer aux **directives de sécurité** de l'ONU énoncées sous <https://dss.un.org/>.

Les candidatures féminines et de participants issus de minorités sont vivement encouragées.

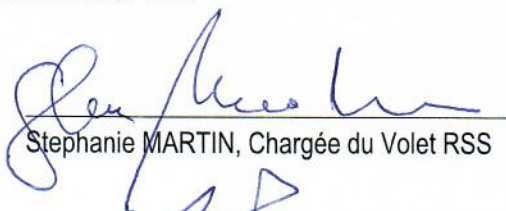
En raison du grand nombre de demandes que nous recevons, nous ne sommes en mesure d'informer que les candidats retenus à l'issue du processus de sélection.

Les candidats pourront être invités ou contactés par téléphone à la fin du processus d'évaluation technique. Aucune note ne sera donnée à cet entretien, mais il sera utilisé pour valider les points donnés au cours de l'évaluation technique et permettra de mesurer/évaluer la bonne connaissance du candidat de l'objet des TDR.

Les candidatures incomplètes ne seront pas prises en compte. Veuillez à fournir tous les éléments demandés.

13. VALIDATION DES TDR

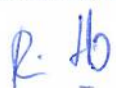
Rédigés par :


Stephanie MARTIN, Chargée du Volet RSS

Visés par :


Alessandro BOZZINI, Conseiller en Gouvernance

Visés par :


Deleau RAZAFIMANANTSOA, Team Leader Gouvernance

Approuvés par :


Marie DIMOND, DRRP du PNUD